

Soutien communautaire en logement social - 5 millions \$ supplémentaires sont nécessaires

MONTRÉAL, le 4 févr. /CNW Telbec/ - Une centaine de personnes, dont de nombreux locataires d'OSBL, ont manifesté ce matin devant les bureaux de Raymond Bachand et de Laurent Lessard pour réclamer du gouvernement un investissement supplémentaire de 5 millions \$ pour le financement du soutien communautaire en logement social et ce, dès le prochain budget.

"Le soutien communautaire est reconnu par le milieu, par le Ville mais aussi par le gouvernement lui-même, notamment à travers le récent Plan d'action interministériel en itinérance, comme favorisant la stabilité résidentielle des locataires", rappelle Pierre Gaudreau, coordonnateur du RAPSIM.

"Il est maintenant essentiel que le gouvernement passe de parole aux actes. Les groupes ont besoin de 5 millions \$ additionnels et il n'y a pas que nous qui le disons, même la Ville a appuyé cette demande" renchérit Toufik Nid Bouhou, Agent de liaison et de communication de la Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal.

Chaque année qui passe sans financement additionnel fragilise les locataires puisque les groupes ne peuvent offrir tout le soutien nécessaire, soutien qui passe par de l'accompagnement dans les démarches, l'animation de la vie communautaire dans les logements, de l'aide dans la gestion de conflits entre les locataires, etc.

De même, de nouveaux projets de logement social pour ces populations pourraient ne pas voir le jour si aucun investissement n'est consenti. Les membres des deux regroupements hésitent à développer des projets puisqu'ils n'ont aucune garantie quant au financement du soutien communautaire qu'ils considèrent comme essentiel pour le bien-être des locataires et pour le fonctionnement de leurs bâtisses. Mentionnons à ce titre que le Cap St-Barnabé dans Hochelaga-Maisonneuve a longuement hésité avant de décider de transformer une maison de chambres privée en logements sociaux faute de financement du soutien communautaire. Ils ont malgré tout décidé de développer ce projet, mais devront assumer par eux-mêmes les frais d'intervention.

M. Nid Bouhou conclut pour sa part en ces termes : "Il ne suffit pas que le gouvernement investisse dans la brique et le béton. Il faut aussi soutenir l'intervention des organismes dans les logements."

-30-

Renseignements:

Pierre Gaudreau, Coordonnateur, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, (514) 879-1949, (514) 603-1949; Toufik Nid Bouhou, Agent de liaison et de communication, Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal, (514) 527-6668, (514) 947-8564